

A 1496

Déposé au greffe du Tribunal de Grande
Instance de THONON-les-BAINS
exerçant la juridiction commerciale

Le: 20 juin 2006

LE GREFFIER EN CHEF



09 DECEMBRE 2005

DONATION-PARTAGE

par

Monsieur et Madame KEDDARI Oualid

au profit

de

Monsieur KEDDARI Ylies

&

Monsieur KEDDARI Mehdi

Enregistré à : RECETTE DES IMPOTS DE THONON LES BAINS
Le 22/12/2005 Bordereau n°2005/837 Case n°3

Euregistrement : 41 034 E

Pénalités :

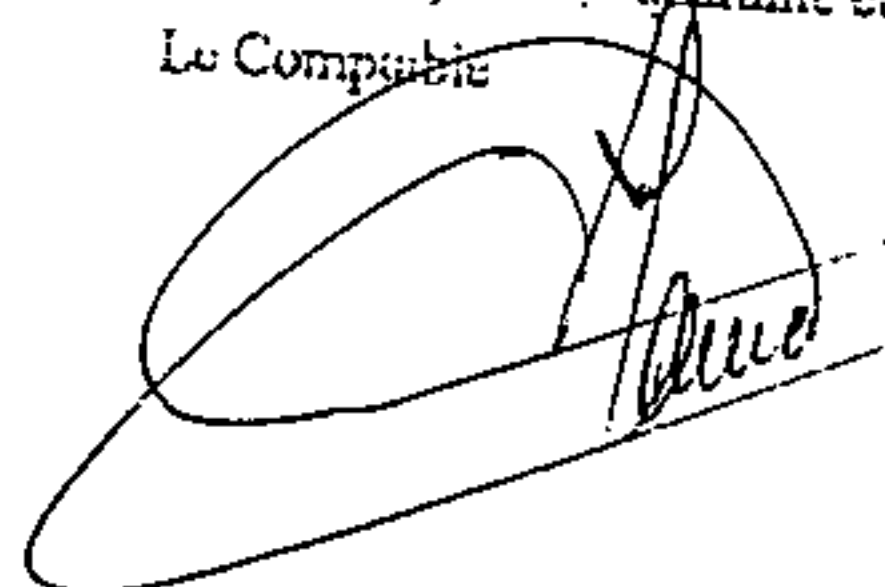
Ex 3347

Timbre : Acquitté sur état ou autre

Total liquidé : quarante et un mille trente-quatre euros

Montant reçu : quarante et un mille trente-quatre euros

Le Comptable



Jacques LAURENT
Inspecteur Départemental

Dossier : 6165 - KEDDARI

Références : JB/CF

Donation partage par Monsieur et Madame KEDDARI à leurs deux fils

L'AN DEUX MILLE CINQ

Le NEUF DECEMBRE

Maître Joseph BIRRAUX, Notaire, membre de la Société Civile Professionnelle "Joseph BIRRAUX, Dominique NAZ et Jean-Baptiste DELÉCLUSE, notaires associés", titulaire d'un Office Notarial dont le siège est à DOUVAIN (Haute-Savoie), soussigné,

A reçu le présent acte authentique, contenant DONATION A TITRE DE PARTAGE ANTICIPE.

A la requête des personnes ci-après identifiées.

PARTIES A L'ACTE

Monsieur **KEDDARI** Oualid, président de société, et Madame **BENELMOUYI** Souâd, enseignante, son épouse, demeurant ensemble à SCIEZ (74140), 22 route de la Citadelle.

Nés savoir :

- Monsieur à AÏN OULMENE (Algérie), le 19 octobre 1944.

- Madame à CONSTANTINE (Algérie), le 01 avril 1950.

Dénommés dans le présent acte "LES DONATEURS".

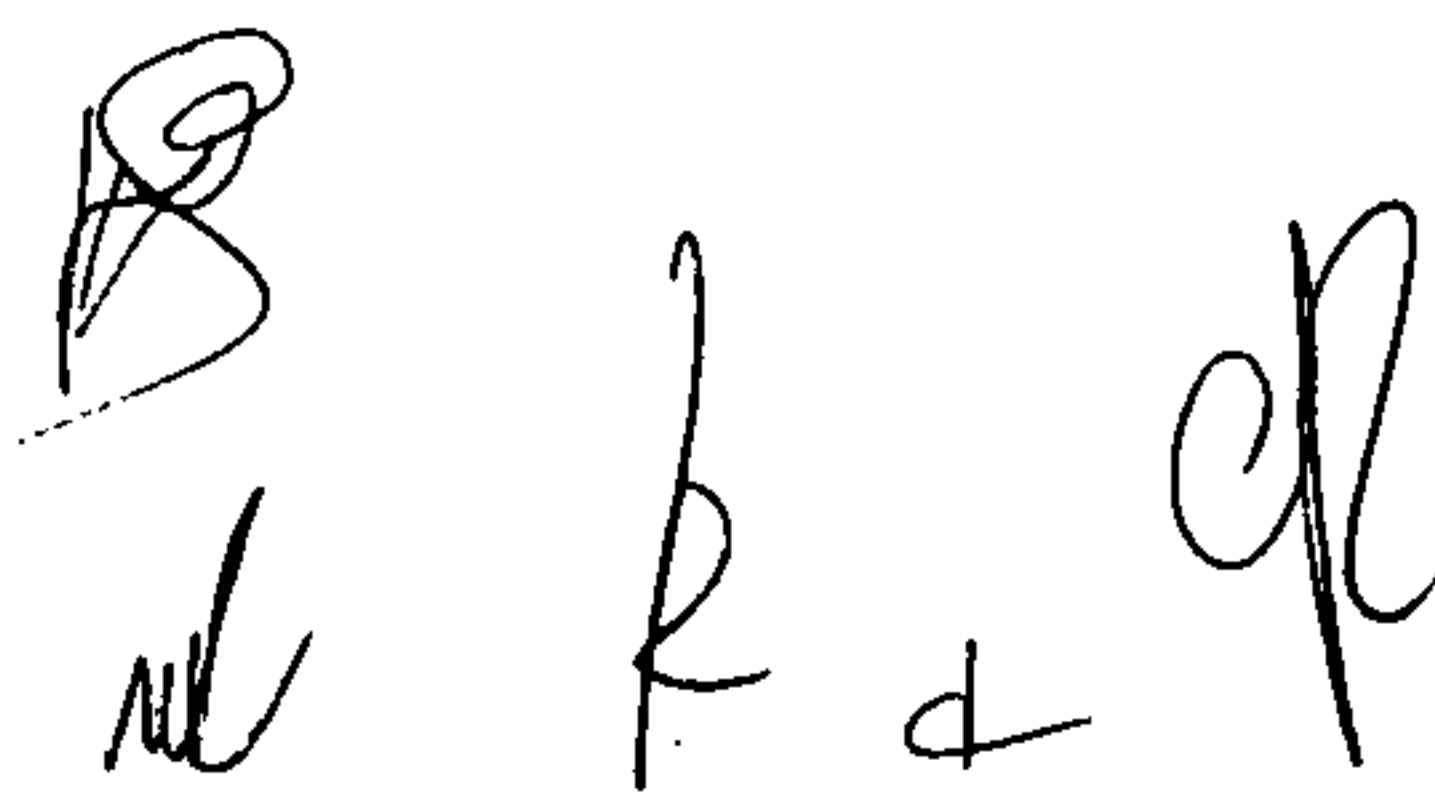
D'UNE PART

1°) Monsieur **KEDDARI** Ylies, gérant de société, célibataire majeur demeurant à SCIEZ (74140), 111 chemin de la Citadelle.

N'ayant pas conclu de pacte civil de solidarité.

Né à ANNEMASSE (74100), le 16 avril 1978.

De nationalité Française.



2°) Monsieur **KEDDARI Mehdi**, étudiant, célibataire majeur demeurant à SAINT JULIEN EN GENEVOIS (74160), 2 avenue des contaminées.

N'ayant pas conclu de pacte civil de solidarité.

Né à ANNEMASSE (74100), le 09 mars 1981.

De nationalité Française.

Dénommé(s) dans le présent acte tantôt "LE DONATAIRE" tantôt "LES DONATAIRES"

D'AUTRE PART

PRESENCE OU REPRESENTATION DES PARTIES

Toutes les parties susnommées sont présentes à l'acte.

DOMICILE

Pour l'exécution des présentes et de ses suites, les parties font élection de domicile en l'étude du notaire soussigné.

EXPOSE

MARIAGE ET POSTERITE DES DONATEURS

Ient / Mariage des époux KEDDARI / BENELMOUYI

Monsieur Oualid KEDDARI et Madame Souâd BENELMOUYI, donateurs aux présentes, se sont mariés à la mairie de SCIEZ le 02 juillet 1977, sans avoir fait précéder ou suivre leur union d'un contrat de mariage.

Ils se sont donc trouvés soumis au régime de la communauté légale de biens réduite aux acquêts.

De cette union sont nés deux enfants, donateurs aux présentes, soit :

- Monsieur Ylies KEDDARI,
- Monsieur Mehdi KEDDARI.

Iient / La SAS VENTIMECA CHABLAIS

Monsieur et Madame Oualid KEDDARI, donateurs aux présentes, sont propriétaires d'actions de la SAS VENTIMECA CHABLAIS.

Aux termes d'une assemblée générale extraordinaire des associés en date du 30 juin 2000, il a été procédé à la transformation de la Société Anonyme VENTIMECA CHABLAIS en Société par Actions Simplifiée, ladite société constituée à l'origine sous forme de Société à Responsabilité Limitée suivant acte sous seing privés en date à Thonon du 18 janvier 1979 enregistré à THONON le 23 janvier 1979 Bord. 44/5 folio 99.

Caractéristiques de la société

La Société par Actions Simplifiée VENTIMECA CHABLAIS, dont les actions font ci-après l'objet de la présente donation partage, présente les caractéristiques suivantes :

- **Dénomination** : VENTIMECA CHABLAIS.
- **Forme** : société par actions simplifiée.
- **Objet** : La société a pour objet :



- . la fabrication, la commercialisation et l'installation de gaines de ventilation mécaniques et de climatisation ; et plus généralement, toutes opérations se rapportant au génie climatique, à la serrurerie, à la tôlerie et à la métallerie ;
- . le commerce de matériaux se rapportant à l'activité ci-dessus ;
- . toute activité se rattachant directement ou indirectement, en totalité ou en partie à l'objet de la société ou à tous objets similaires ou connexes ;
- . et plus généralement, toutes opérations de quelque nature qu'elles soient, juridiques, économiques et financières, civiles et commerciales, se rattachant à l'objet sus-indiqué ou à tous objets similaires ou connexes, de nature à favoriser directement ou indirectement le but poursuivi par la société, son extension ou son développement.

- **Siège social** : chemin de l'Aulieu, 74140 SCIEZ - BONNATRAIT.

- **Durée** : 99 ans à compter de son immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés.

La société a été immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de THONON LES BAINS sous le n° B 315 144 535, n° de gestion 79 B 56.

- **Capital social** : 150.000,00 € divisé en 9.375 actions de 16,00 € chacune, entièrement libérées, intégralement souscrites et inscrites aux comptes des associés par la société, conformément aux dispositions légales, et portant les n°s 1 à 9.375 inclus.

- **Cession et transmission des actions** : la cession des actions s'opère, à l'égard de la société et des tiers, par un ordre de mouvement signé du cédant ou de son mandataire.

L'ordre de mouvement est enregistré le jour même de sa réception sur un registre coté et paraphé, tenu chronologiquement, dit "registre des mouvements".

En cas de pluralité d'associés, toute cession d'actions à un tiers, un associé ou à un conjoint, ascendant ou descendant d'un associé ou du cédant seront soumises à l'agrément préalable de la société donné par le président sur autorisation des coassociés du cédant.

- **Administration de la société** : la société est dirigée par un président, personne physique ou morale, pouvant avoir ou non la qualité d'associé ou s'il s'agit d'une personne physique, de salarié.

- **Exercice social** : il commence le 01 janvier et finit le 31 décembre de chaque année.

Apport par M. et Mme KEDDARI à la société KED & CO

Aux termes d'un acte sous seings privés en date du 18 Novembre 2005 enregistré à THONON le 24 novembre 2005 bordereau 205/764 case n°1

Monsieur et Madame KEDDARI ont apporté à la société KED & CO, savoir

- en ce qui concerne Monsieur Oualid KEDDARI, la pleine propriété de 4.160 actions qu'il détient dans la société VENTIMECA CHABLAIS.

- et en ce qui concerne Madame Souad KEDDARI, la pleine propriété de 524 actions qu'elle détient dans la société VENTIMECA CHABLAIS.

L'évaluation des actions de la société VENTIMECA CHABLAIS retenues par les parties est de 110,00 € par actions.

Les apports effectués par Monsieur et Madame KEDDARI ont été évalués globalement à la somme de CINQ CENT QUINZE MILLE DEUX CENT QUARANTE EUROS (515.240,00 €), soit :

- 457.600,00 € pour Monsieur KEDDARI,
- 57.640,00 € pour Madame KEDDARI.

En rémunération de ces apports, il a été créé par la société KED & CO à titre d'augmentation de capital et attribué 32.202 parts sociales de SEIZE EUROS (16,00 €) de valeur nominale chacune totalement libérées.

Le capital de la société KED & CO ainsi augmenté de 515.240,00 € a été porté à 523.240,00 €, divisé en 32.702 parts de 16,00 € chacune.

Aux termes d'un acte sous seing privés en date du 18 novembre 2005 l'ensemble des associés de la société SAS VENTIMECA CHABLAIS soit :

- la société KED & CO détentrice de 4.684 parts,
- Monsieur Oualid KEDDARI détenteur de 4159 parts
- Madame Souäd KEDDARI détentrice de 525 parts
- Monsieur Yliès KEDDARI détenteur de 2 parts,
- Monsieur Medhi KEDDARI détenteur de 1 part,
- Monsieur Stéphane KEDDARI détenteur d'une part,
- Monsieur Jean-Pierre APPERT détenteur d'une part
- Madame Françoise GAIOTTINO détentrice de 2 parts,

ont pris l'engagement de conserver leurs titres à concurrence de 34% d'entre eux au minimum dans la société VENTIMECA CHABLAIS pendant une durée de deux ans. Cet engagement collectif a été enregistré à THONON le 8 décembre 2005

IIent / SARL KED & CO

Aux termes d'un acte sous seing privé en date à SCIEZ du 23 août 2005, enregistré à la recette des impôts de THONON LES BAINS le 31 août 2005, bordereau 2005/571, case 4, il a été créé la SARL KED & CO.

Caractéristiques de la société

La Société à Responsabilité Limité KED & CO présente les caractéristiques suivantes :

- **Dénomination** : KED & CO.
- **Forme** : société à responsabilité limitée.
- **Objet** : La société a pour objet en France et dans tous les pays :
 - . la prise de participations ou d'intérêts dans toutes sociétés civiles, commerciales, industrielles et financières,
 - . l'acquisition de valeurs mobilières de toute nature,
 - . la gestion de ces participations et de ces valeurs mobilières,
 - . le placement des disponibilités de la société,
 - . toutes opérations d'études, d'analyses, de prestations de services : administratives, financières, comptables, informatiques, de conseil, etc...
 - . et, généralement, toutes opérations financières, commerciales, industrielles, mobilières et immobilières, pouvant se rattacher directement ou

indirectement à l'un des objets spécifiés ou à tout autre objet similaire ou connexe ou de nature à favoriser le développement du patrimoine social.

- **Siège social** : chemin de l'Aulieu, 74140 BONNATRAIT.

- **Durée** : 99 ans à compter de son immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés.

La société a été immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de THONON LES BAINS sous le n° 484 129 382

- **Capital social** :

Originellement de 8.000,00 € divisé en 500 parts sociales de 16,00 € chacune, numérotées de 1 à 500, attribuées en totalité à l'associé unique, Monsieur Ylies KEDDARI, et libérées à hauteur du quart.

par suite de l'apport en nature par M et Mme KEDDARI sus visé en date du 18 novembre 2005 le capital de la société KED & CO a été augmenté de 515.240,00 € et a été porté à 523.240,00 €, divisé en 32.702 parts de 16,00 € chacune réparties comme suit :

Monsieur Oualid KEDDARI : 28.600 parts sociales

Madame Souad KEDDARI : 3.602 parts sociales

Monsieur Yliès KEDDARI : 500 parts sociales.

Cession et Transmission des parts sociales : - Toute cession de parts doit être constatée par un acte authentique ou sous seing privé. Pour être opposable à la société, elle doit lui être signifiée par dépôt au siège social d'un original de l'acte contre remise par le gérant d'une attestation de ce dépôt, ou être acceptée par elle dans un acte notarié. Pour être opposable aux tiers, elle doit faire en outre d'un dépôt en annexe au Registre du Commerce et des Sociétés.

Les cessions ou transmissions, sous quelques formes que ce soit, des parts détenues par l'associé unique sont libres.

CELA EXPOSE, il est passé à la DONATION-PARTAGE objet des présentes.

DONATION

Les DONATEURS ont, par ces présentes, fait donation entre vifs à titre de partage anticipé, conformément aux dispositions des articles 1075 et suivants du Code civil, aux DONATAIRES copartageants, leurs seuls présomptifs héritiers, DONATAIRES par égales parts, des biens ci-après désignés.

ACCEPTATION DE LA DONATION PARTAGE

Cette donation-partage est expressément consentie et acceptée par les DONATEUR et DONATAIRE ou leurs représentants, selon ce qu'il a été dit ci-dessus.

MASSE DES BIENS DONNES ET A PARTAGER

Biens de communauté

ARTICLE 1

32.202 parts sociales de la société KED & CO numérotées de 501 à 32.702, d'une valeur nominale de 16,00 €. soit :

Par Monsieur Oualid KEDDARI : 28.600 parts sociales

Par Madame Souad KEDDARI : 3.602 parts sociales

Le tout évalué(e) à la somme de CINQ CENT QUINZE MILLE DEUX CENT QUARANTE EUROS, ci..... 515.240,00 EUR.

ARTICLE 2

4.684 actions de la société VENTIMECA CHABAIS d'une valeur nominale de 16,00 €, et d'une valeur actuelle de 110,00 € soit :

Par Monsieur Oualid KEDDARI détenteur de 4159 parts

Par Madame Souad KEDDARI détentrice de 525 parts

Le tout évalué(e) à la somme de CINQ CENT QUINZE MILLE DEUX CENT QUARANTE EUROS, ci..... 515.240,00 EUR.

TOTAL de la masse à partager : UN MILLION TRENTE MILLE QUATRE CENT QUATRE-VINGTS EUROS, ci..... 1.030.480,00 EUR.

CALCUL DE LA QUOTITE DISPONIBLE

Pour le calcul de la quotité disponible, les biens mobiliers donnés seront comptés pour leur valeur à ce jour, conformément à l'article 1078 du Code civil, les conditions édictées à cet effet par ce texte se trouvant réunies.

DROITS DES DONATAIRES COPARTAGEANTS

Chacun des DONATAIRES copartageants a droit à LA MOITIE de la masse à partager, soit CINQ CENT QUINZE MILLE DEUX CENT QUARANTE EUROS (515.240,00 EUR.).

PARTAGE

Du consentement de toutes les parties, le partage des biens compris dans la masse ci-dessus établie a été réalisé par la formation de lots et leur attribution aux copartageants de la manière suivante :

PREMIER LOT

Le PREMIER LOT attribué à Monsieur KEDDARI Ylies est composé de :

La totalité en pleine propriété de l'ARTICLE 1:

32.202 parts sociales de la société KED & CO numérotées de 501 à 32.702, d'une valeur nominale de 16,00 €.

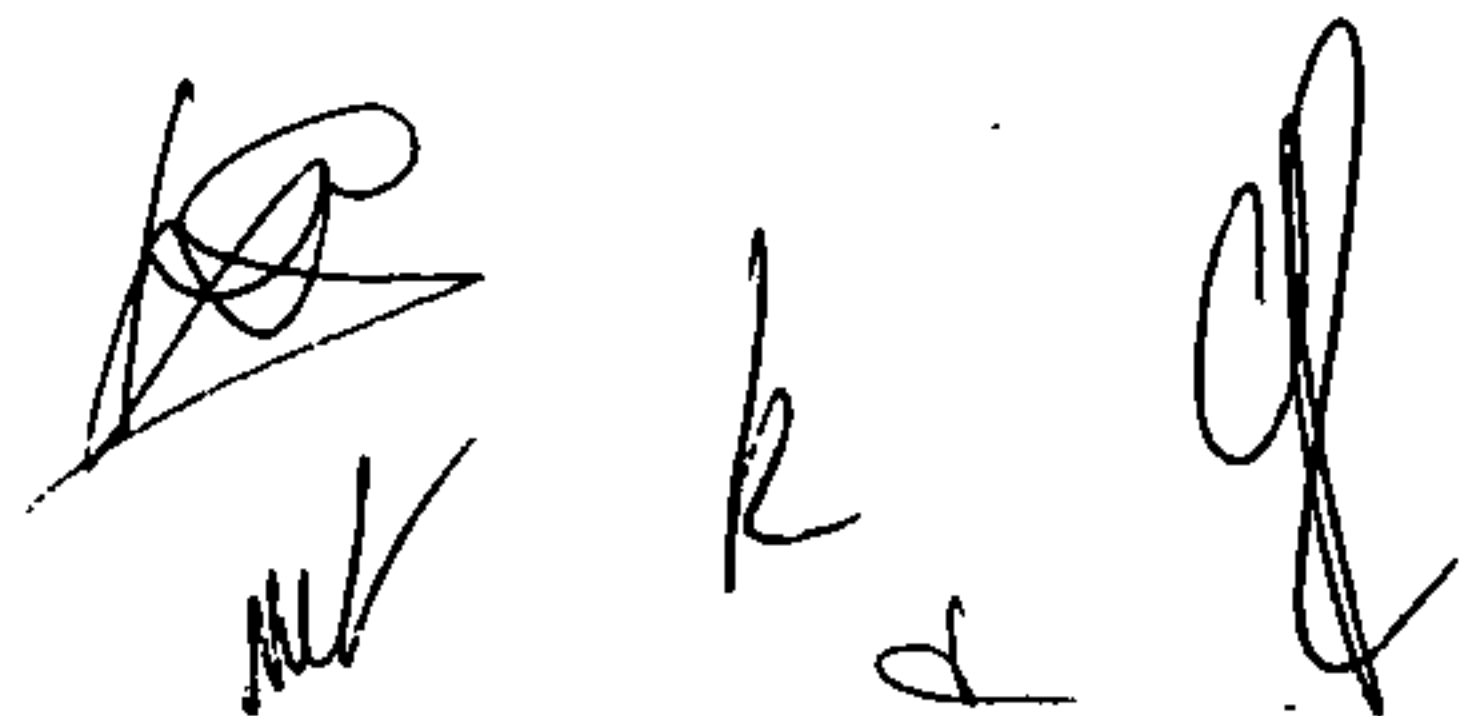
Le tout évalué(e) à la somme de CINQ CENT QUINZE MILLE DEUX CENT QUARANTE EUROS, ci..... 515.240,00 EUR.

Ce lot remplit son attributaire de ses droits.

SECOND LOT

Le SECOND LOT attribué à Monsieur KEDDARI Mehdi est composé de :

La totalité en pleine propriété de l'ARTICLE 2:



4.684 actions de la SAS VENTIMECA CHABAIS, d'une valeur nominale de 16,00 €, et d'une valeur actuelle de 110,00 €.

Évalué(e) en pleine propriété à la somme de CINQ CENT QUINZE MILLE DEUX CENT QUARANTE EUROS, ci..... 515.240,00 EUR.

Ce lot remplit son attributaire de ses droits.

DECLARATION D'ABANDONNEMENT

Chaque DONATAIRE copartagé déclare accepter le lot à lui échu et faire en faveur des autres tous abandonnements et dessaisissements nécessaires.

PROPRIETE - JOUISSANCE

Les DONATAIRES copartageants seront propriétaires des parts ou actions comprises dans leur attribution à compter de ce jour avec tous les droits y attachés.

Ils auront droit également à compter de ce jour aux bénéfices de l'exercice en cours qui seraient attribuées aux parts ou actions dépendant de leur attribution respective, ainsi qu'aux dividendes afférents à des exercices antérieurs qui seraient mis en distribution à partir de ce jour. A cet effet, les DONATEURS mettent et subrogent les DONATAIRES dans tous les droits et actions attachés aux parts et actions ci-dessus désignées.

Les DONATAIRES jouiront de toutes les prérogatives et assumeront toutes les obligations attachées à leur qualité d'associé, conformément à la loi et aux statuts.

DROIT DE RETOUR

Les DONATEURS réservent expressément, chacun en ce qui le concerne, le droit de retour prévu par l'article 951 du Code civil sur tous les biens mobiliers par eux donnés, pour le cas où les DONATAIRES copartageants ou l'un d'eux viendraient à décéder avant eux sans enfants ni descendants et pour le cas encore où les enfants ou descendants desdits DONATAIRES copartageants viendraient eux-mêmes à décéder sans postérité avant les DONATEURS.

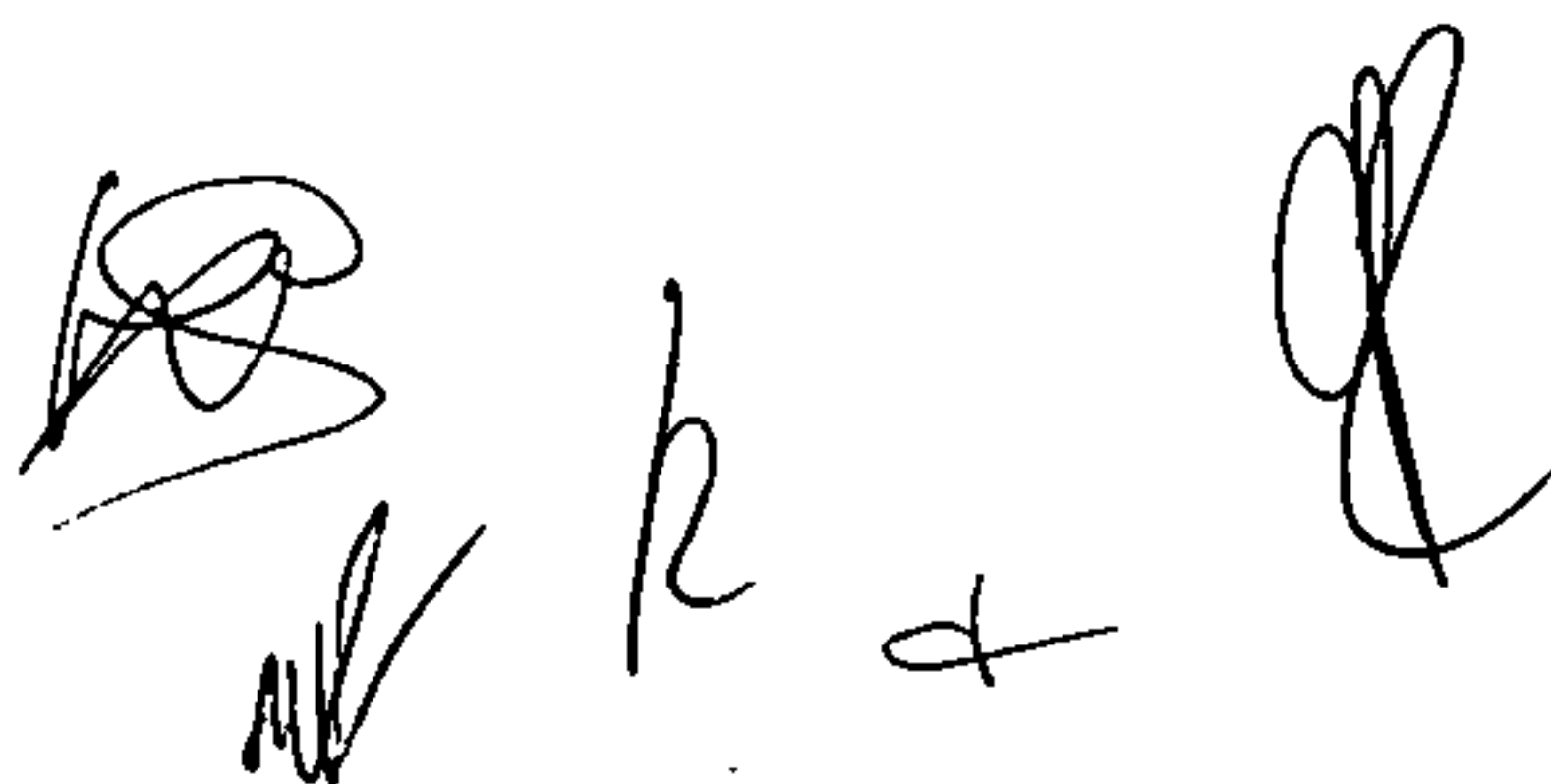
Cette réserve ne fera pas obstacle à l'exécution de toute donation ou de tout legs en usufruit que chacun des DONATAIRES copartageants a pu ou pourra faire en faveur de son conjoint.

AUTORISATION D'ALIENER

Malgré cette réserve du droit de retour, le donataire pourra librement et sans le concours du donateur, aliéner à titre onéreux les biens présentement donnés, mais ce dernier exercera alors son droit de retour, s'il y a lieu, sur le prix de l'aliénation ou ce qui en sera la représentation.

ACTION REVOCATOIRE

A défaut par LES DONATAIRES d'exécuter les charges et conditions de la présente donation-partage, LE DONATEUR pourra faire prononcer la révocation de la donation-partage, contre le ou LES DONATAIRES copartagés défaillants, trente jours après une simple mise en demeure restée infructueuse.



Il est en outre formellement convenu que cette révocation ne remettra pas en cause les attributions faites aux autres DONATAIRES copartageants conservant leur lot, lesquelles seront au contraire entièrement maintenues.

ABSENCE DE SOULTE

Les présentes ont lieu sans soulte de part ni d'autre.

EVALUATION DES BIENS

Les biens présentement donnés sont évalués comme suit :

Biens mobiliers donnés par le DONATEUR :

- moitié des biens mobiliers de communauté 515.240,00 €.

Biens mobiliers donnés par la DONATRICE :

- moitié des biens mobiliers de communauté 515.240,00 €.

Ensemble 1.030.480,00 €.

ENGAGEMENT DE CONSERVATION

Les parties demandent à bénéficier des dispositions de l'article 28 de la loi sur les PME en date du 2 août 2005, modifiant le régime prévu à l'article 787 B du Code Général des impôts.

En effet les actions présentement transmises ont fait l'objet d'un engagement collectif de conservation pris par les donateurs aux termes d'un acte sous seing privés en date du 18 novembre 2005 pour une durée de deux ans à compter de l'enregistrement.

Monsieur Ylies KEDDARI s'engage à poursuivre cet engagement collectif jusqu'à son terme.

Monsieur Ylies KEDDARI, donataire, prend l'engagement, en sa qualité de gérant de la société SARL KED & CO de conserver à compter de ce jour les actions de la SAS VENTIMECA CHABLAIS dont la SARL KED & CO est détentrice, pendant une durée de six ans, à compter de la fin de l'engagement collectif susvisé

Il est ici précisé que le bénéfice de l'exonération partielle des droits de donation est subordonné à l'exercice effectif d'une fonction de dirigeant par le donataire pendant les cinq ans qui suivent la date de la transmission

et est soumis à une attestation annuelle de suivi (CGI annexe II article 294 Bis)

IMPOT SUR LA MUTATION

1°) Pour la perception des droits, les parties déclarent :

- Que les biens mobiliers donnés et partagés, compris dans la présente donation-partage sont évalués à : 1.030.480,00 EUR.

- Que plus du tiers du capital social est transmis.

- Qu'elles requièrent l'application des abattements prévus en matière de donation entre vifs en fonction du lien de parenté existant entre le DONATEUR et le DONATAIRE, indiqué au présent acte.

A cet effet, le DONATEUR déclare :

- Qu'en application de l'article 784 du Code général des impôts, il n'a consenti avant ce jour aucune donation au DONATAIRE à quelque titre que ce soit et sous quelque forme que ce soit dans les dix dernières années.

2°) En vue de bénéficier de l'exonération partielle de droits de mutation prévue par l'article 787 B du Code Général des impôts, les parties déclarent :

- En ce qui concerne la société VENTIMECA CHABLAIS :

* que la société a une activité commerciale,

* qu'un engagement collectif de conservation des titres a été souscrit le 18 novembre 2005, ainsi qu'il a été dit ci-dessus au paragraphe "EXPOSE",

- En ce qui concerne la société KED & CO :

* que la société détient une participation dans la société VENTIMECA CHABLAIS,

* qu'elle a souscrit l'engagement collectif susvisé,

* que Monsieur Yliès KEDDARI, donataire copartageant aux présentes, a pris un engagement personnel de conservation des titres sociaux aux termes des présentes.

* que Monsieur Yliès KEDDARI seul associé et exerce la fonction de gérant

Les parties, et plus particulièrement, Monsieur Yliès KEDDARI, reconnaissent avoir été informées par le notaire soussigné de la nécessité pour ce dernier ou pour un des associés de la société VENTIMECA CHABLAIS signataire de l'engagement collectif de conservation, d'exercer pendant CINQ (5) ANNEES au moins à compter des présentes des fonctions de direction au sein de ladite société. A défaut, l'exonération partielle de droits de mutation à titre gratuit serait remise en cause par l'Administration fiscale.

FORMALITE D'ENREGISTREMENT

L'acte sera soumis à la formalité de l'enregistrement dans les conditions et délais prévus par les dispositions législatives et réglementaires.

ORIGINE DE PROPRIETE

Les actions de la SAS VENTIMECA CHABLAIS dépendent de la communauté existant entre les donateurs par suite des apports en numéraires effectués lors de la constitution et de sa transformation.

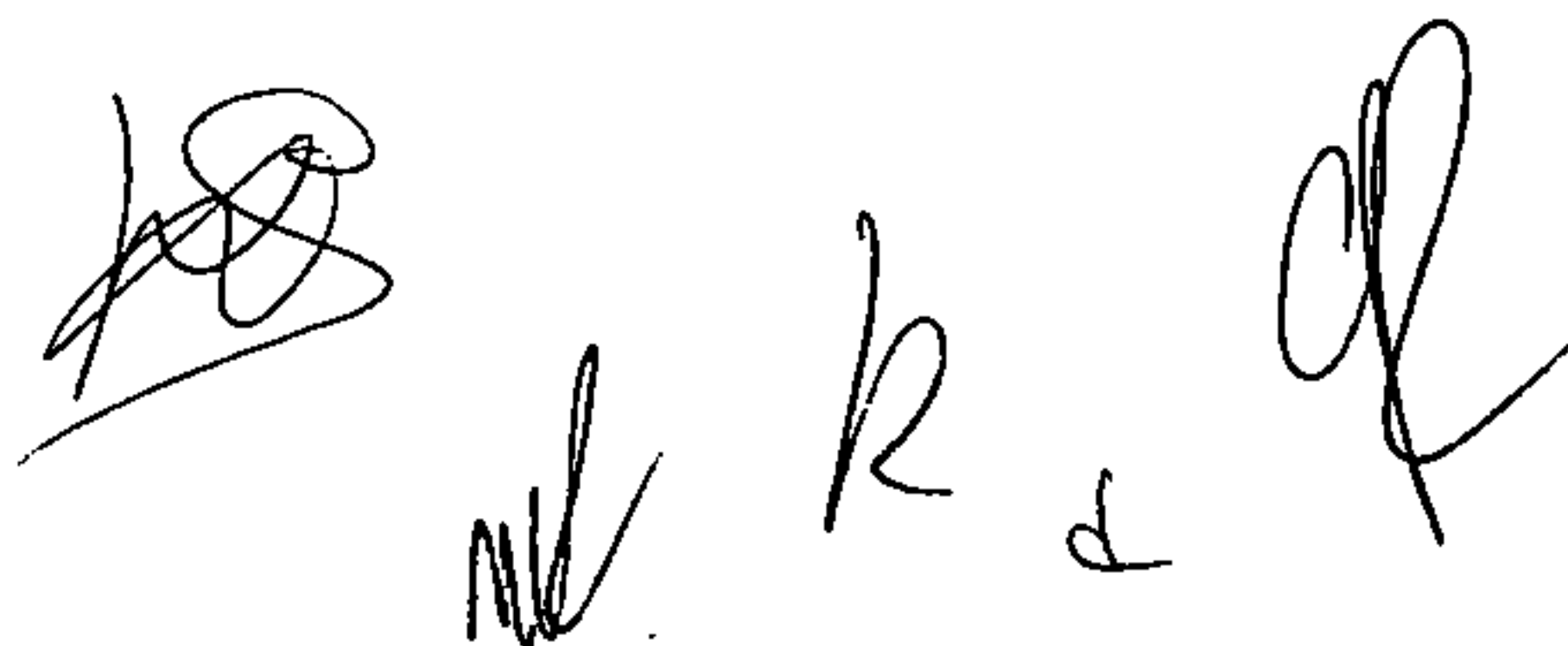
Les parts de la SARL KED & CO dépendent de la communauté existant entre les donateurs par suite de l'apport fait aux termes de l'acte sous seing privé en date du 18 novembre 2005.

CHARGES ET CONDITIONS GENERALES

La donation-partage est faite sous les charges et conditions ordinaires et de droit, et notamment, sous celles suivantes que LES DONATAIRES copartagés s'obligent à exécuter et à accomplir, savoir :

GARANTIE

LES DONATAIRES copartageants seront garants les uns envers les autres dans les termes du droit commun.



DROITS ET ACTIONS

Les copartageants s'engagent à se conformer aux stipulations des statuts de la société ainsi qu'aux obligations légales nées de leur qualité d'associé. Ils bénéficient en contre partie de tous les droits et actions conférés par ces statuts.

CONDITIONS PARTICULIERES DE LA DONATION - Absence de GARANTIE DE PASSIF

Le DONATAIRE déclare renoncer à toute garantie de passif compte tenu du caractère libéral attaché aux présentes.

FRAIS - DROITS ET EMOLUMENTS

LES DONATAIRES paieront tous les frais, droits et émoluments des présentes et ceux qui en seront la suite ou la conséquence.

OPPOSABILITE DE LA TRANSMISSION

1°) En ce qui concerne la société KED & CO :

Aux présentes est à l'instant intervenu :

Monsieur Yliès KEDDARI, agissant en qualité de gérant de la société KED & CO, nommé à cette fonction aux termes des statuts,

Lequel confirme que la société n'a reçu aucune opposition et n'a connaissance d'aucun empêchement pour arrêter ou suspendre l'effet de la présente donation,

et déclare expressément accepter la donation de parts qui précède et dispenser de sa signification à la société, conformément aux dispositions de l'article 10-1 des statuts.

2°) En ce qui concerne la société VENTIMECA CHABLAIS :

Le projet de donation des parts a été agréé par la collectivité des associés par décision consignée dans un procès verbal en date du 7 décembre 2005.

DECLARATIONS

1ent : concernant chacune des parties :

LES DONATEURS et LES DONATAIRES copartagés déclarent confirmer les énonciations figurant en tête des présentes relatives à leur état civil, leur statut matrimonial, et leur résidence,

Ils ajoutent ce qui suit :

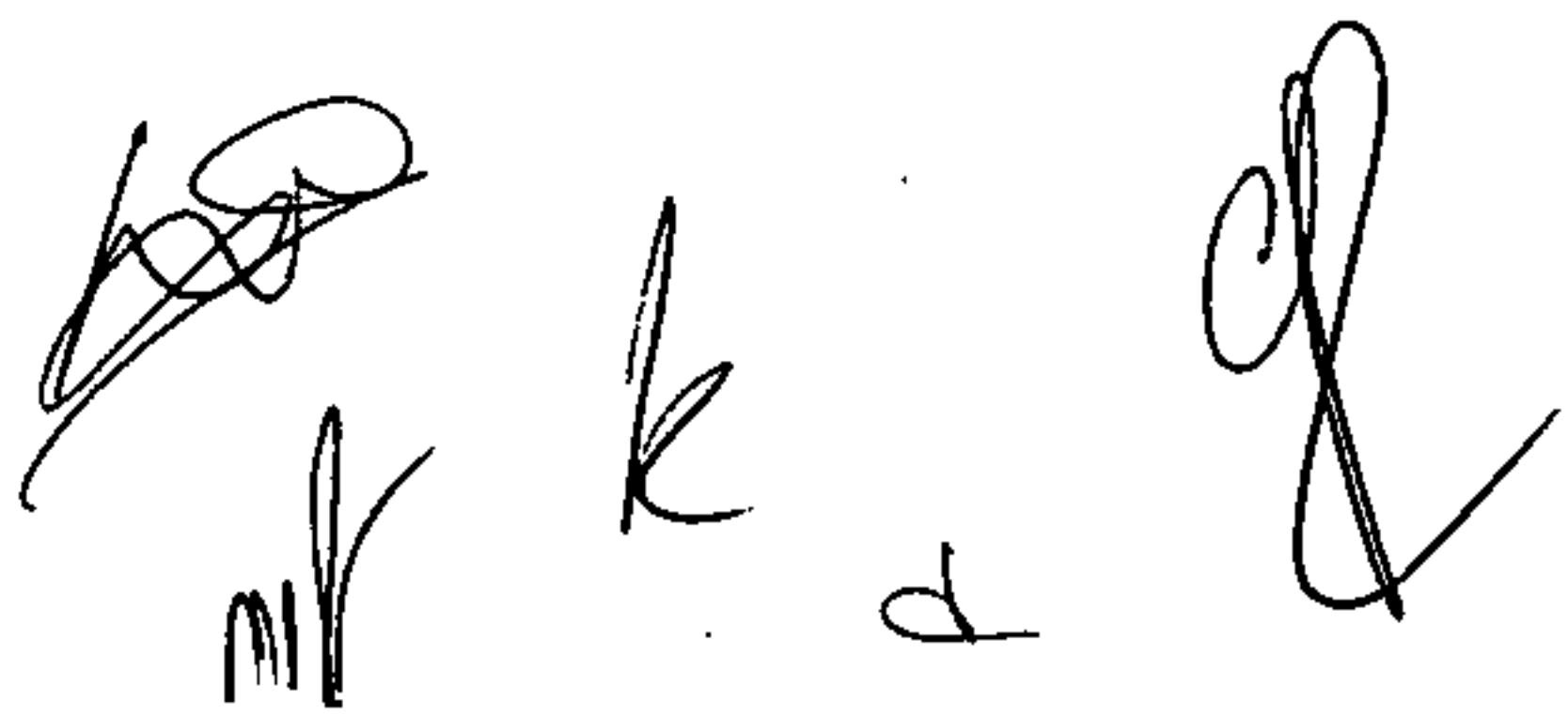
- ils ne sont pas placés sous l'un des régimes de protection prévu par la loi du 3 Janvier 1968 portant réforme des incapables majeurs.

2ent : sur les biens mobiliers donnés :

LES DONATEURS déclarent sous leur propre responsabilité, en ce qui concerne les biens mobiliers donnés :

- la société n'est assujettie à aucune procédure collective résultant tant de la loi du 25 janvier 1985 que des textes antérieurs,

- les actions données sont libres de tout nantissement, saisie ou autre mesure quelconque pouvant faire obstacle à la donation,



- LES DONATEURS n'ont donné à ce jour aucune garantie quelconque pour l'exécution d'engagements contractés par la société,
- la société a toujours respecté la législation fiscale ; elle est présentement à jour de toutes obligations pécuniaires quelconques découlant de son application et il n'existe aucun contentieux quelconque, actuel ou prévisible,
- la valeur des actions a été fixée en considération des bilans établis par la société reflétant la situation comptable réelle, active et passive de la société ; LES DONATAIRES déclarent avoir pris connaissance de ces documents comptables, ainsi qu'en fonction des valeurs actuelles de l'actif de cette société.

CONFIRMATION D'OPTION POUR L'IS

Monsieur Yliès KEDDARI, agissant en qualité de gérant de la société KED & CO confirme en tant que de besoin l'assujettissement de ladite société à l'impôt sur les sociétés.

POUVOIRS

Les parties, agissant dans un intérêt commun, donnent tous pouvoirs à tous clercs ou employés de l'Office Notarial désigné en tête des présentes à l'effet de faire dresser et signer tous actes complémentaires, rectificatifs ou modificatifs des présentes, pour mettre celles-ci en concordance avec les documents hypothécaires, cadastraux et avec ceux d'état-civil.

CERTIFICAT D'IDENTITE

Le notaire soussigné certifie que l'identité complète des parties dénommées dans le présent document telle qu'elle est indiquée en tête et à la suite de leur nom lui a été régulièrement justifiée.

INFORMATION RELATIVE A LA REPRESSION DES INSUFFISANCES ET DISSIMULATIONS - AFFIRMATION DE SINCERITE

Les parties affirment, sous les peines édictées par l'article 1837 du Code général des impôts que le présent acte a lieu sans soulte ; elles reconnaissent avoir été informées par le notaire soussigné des sanctions encourues en cas d'inexactitude de cette affirmation.

En outre, le notaire soussigné affirme qu'à sa connaissance le présent acte n'est ni modifié, ni contredit, par aucune contre-lettre contenant une quelconque stipulation de soulte.



DONT ACTE sur 12 pages.

La lecture du présent acte a été donnée aux parties et les signatures de celles-ci sur ledit acte, ont été recueillies par le notaire soussigné.

Au siège de l'Office Notarial sus-dénommé en tête des présentes.

A la date indiquée en tête des présentes, et le notaire soussigné a signé le même jour.

Les parties approuvent expressément :

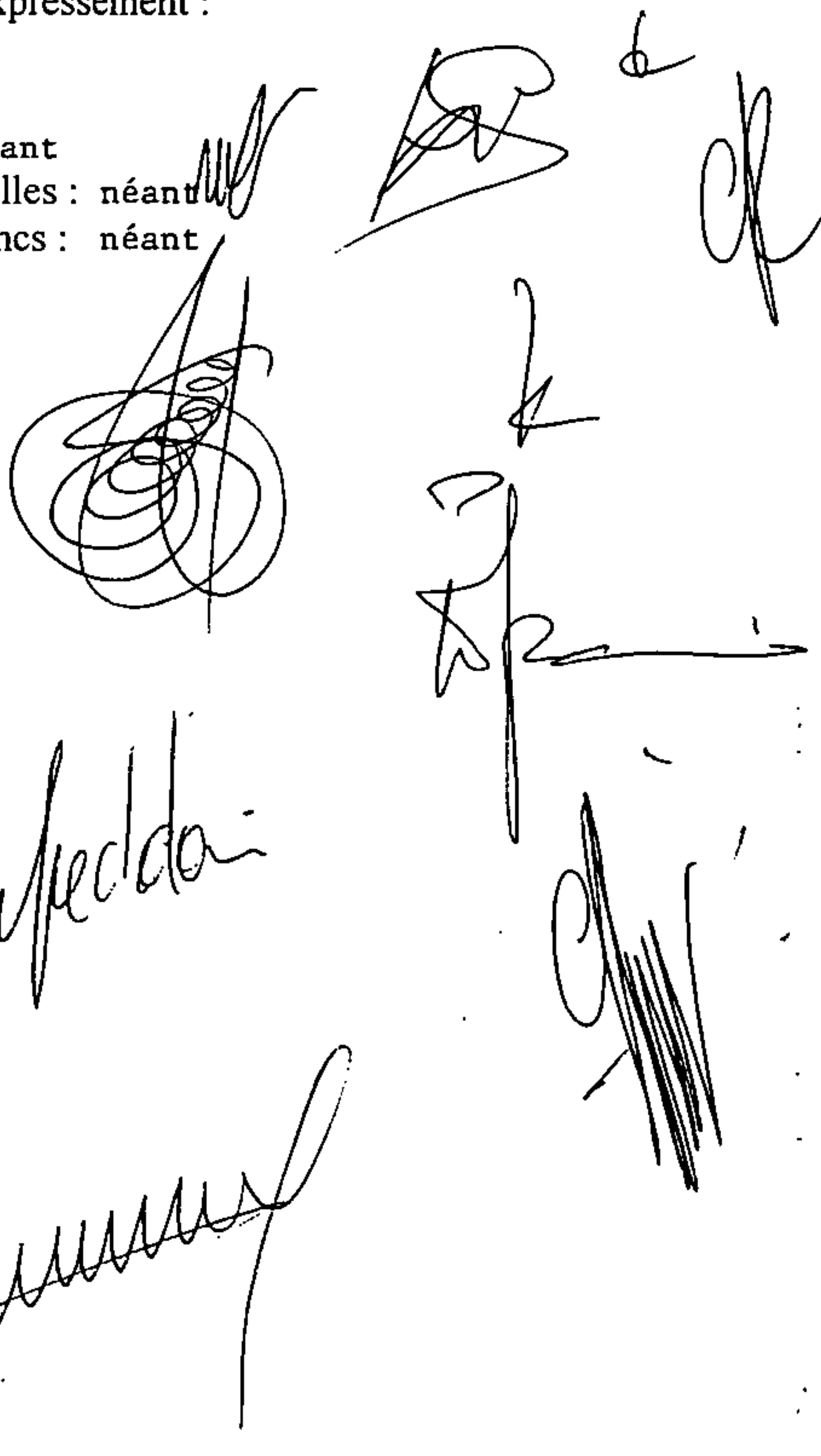
Renvois : néant

Mots rayés nuls : néant

Chiffres rayés nuls : néant

Lignes entières rayées nulles : néant

Barres tirées dans les blancs : néant

The block contains several handwritten signatures and marks. On the left, there is a large, circular, scribbled signature. Below it is a signature that appears to read 'M. P. C. D. A.'. At the bottom is a large, flowing signature. To the right of these, there are several smaller, more stylized signatures and marks, including one that looks like a large 'Z' or '2' and another that is a series of parallel lines.

KED & CO

*Société à responsabilité limitée
au capital de 523 240 Euros
Siège social : Chemin de l'Aulieu
BONNATRAIT
74140 SCIEZ*

484 129 382 RCS THONON

**PROCES-VERBAL DES DECISIONS DE L'ASSOCIE UNIQUE
DU 12 DECEMBRE 2005**

**L'an Deux mille Cinq,
Et le douze décembre, à neuf heures,**

Monsieur Yliès KEDDARI, agissant en qualité de gérant et d'associé unique de la société à responsabilité limitée KED & CO en tant que propriétaire de la totalité des 32 702 parts sociales de 15,2449 € chacune composant son capital social,

A PRIS LES DECISIONS CI-APRES RELATIVES A :

- ⇒ La modification des statuts suite à la donation,
- ⇒ Les pouvoirs pour les formalités.

PREMIERE DECISION

L'associé unique, connaissance prise de l'acte de donation partage établi par Maître BIRRAUX, notaire à DOUVAIN (74) en date du 9 décembre 2005, aux termes duquel :

- Monsieur Oualid KEDDARI a fait donation à Monsieur Yliès KEDDARI de la pleine propriété de 28 600 parts sociales de la SARL KED & CO, soit la totalité des parts sociales qu'il possédait dans le capital de la société
- Madame Souad KEDDARI a fait donation à Monsieur Yliès KEDDARI de la pleine propriété de 3 602 parts sociales de la SARL KED & CO soit la totalité des parts sociales qu'elle possédait dans le capital de la société.

Décide de modifier ainsi qu'il suit les articles 6 et 7 des statuts :

ARTICLE 6 – FORMATION DU CAPITAL

Il est ajouté le paragraphe suivant :

« Aux termes d'un acte de donation partage établi par Maître BIRRAUX notaire à DOUVAIN (74), en date du 9 décembre 2005, Monsieur Oualid KEDDARI et Madame Souad KEDDARI ont fait donation à Monsieur Yliès KEDDARI de la pleine propriété de la totalité des parts sociales qu'ils possédaient dans le capital de la société. »

ARTICLE 7 – CAPITAL SOCIAL

« Le capital social est fixé à la somme de CINQ CENT VINGT TROIS MILLE DEUX CENT QUARANTE EUROS (523 240 €) divisé en TRENTE DEUX MILLE SEPT CENT DEUX (32 702) parts sociales de 16 euros chacune, numérotées de 1 à 32 702, entièrement libérées et attribuées en totalité à Monsieur Yliès KEDDARI. »

DEUXIEME DECISION

L'associé unique confère tous pouvoirs au porteur de copies ou d'extraits du procès-verbal constatant ses délibérations en vue de l'accomplissement des formalités prescrites par la loi.

De tout ce que dessus, il a été dressé le présent procès-verbal qui a été signé par l'associé unique.

CERTIFIE CONFORME LE GERANT

Y Keddari


KED & CO

Société à Responsabilité Limitée
Au capital de 523 240 Euros
Siège Social : Chemin de l'Aulieu
BONNATRAIT
74140 SCIEZ

484 129 382 RCS THONON

S T A T U T S

MIS A JOUR AU 12 DECEMBRE 2005

TITRE I

FORME - OBJET - DENOMINATION - SIEGE SOCIAL - DUREE

Article 1er - FORME

La société est à responsabilité limitée.

Elle sera régie par les présents statuts et les lois en vigueur, notamment par le livre II du nouveau Code de Commerce issu de l'ordonnance n° 2000-912 du 18 septembre 2000.

Elle comporte initialement un associé unique, propriétaire de la totalité des parts sociales ; elle peut, à toute époque, comporter plusieurs associés par suite notamment de cession ou de transmission totale ou partielle desdites parts ou de création de parts nouvelles, puis redevenir société unipersonnelle par réunion de toutes les parts en une seule main.

Article 2 - OBJET

La société a pour objet en France et dans tous pays :

- la prise de participations ou d'intérêts dans toutes sociétés civiles, commerciales, industrielles et financières,
- l'acquisition de valeurs mobilières de toute nature,
- la gestion de ces participations et de ces valeurs mobilières,
- le placement des disponibilités de la société,
- toutes opérations d'études, d'analyses, de prestations de services : administratives, financières, comptables, informatiques, de conseil, etc ...
- et, généralement, toutes opérations financières, commerciales, industrielles, mobilières et immobilières, pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'un des objets spécifiés ou à tout autre objet similaire ou connexe ou de nature à favoriser le développement du patrimoine social.

Article 3 – DENOMINATION SOCIALE

La dénomination sociale est :

KED & CO

Dans tous actes et documents émanant de la société, cette dénomination doit être précédée ou suivie immédiatement des mots "Société à Responsabilité Limitée" ou des initiales "SARL." et de l'énonciation du capital social et du numéro d'immatriculation du Registre du Commerce et des Sociétés.

Article 4 - SIEGE SOCIAL

Le siège social de la société est fixé à :

**Chemin de l'Aulieu
BONNATRAIT
74140 SCIEZ**

Son transfert résulte d'une décision de l'associé unique ou d'une décision collective des associés prise à la majorité des trois quarts du capital social, suivant le cas.

Article 5 - DUREE

La durée de la société est fixée à 99 années à compter de la date de son immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés, sauf dissolution anticipée ou prorogation prévues aux présents statuts.

TITRE II

APPORTS - CAPITAL SOCIAL - PARTS SOCIALES

Article 6 – FORMATION DU CAPITAL

1°) Lors de la constitution de la société, il a été apporté une somme en numéraire de 8 000 €.

Cette somme libérée du quart, soit à hauteur de DEUX MILLE EUROS (2 000 Euros), a été déposée, conformément aux textes, par l'associé au crédit d'un compte spécial ouvert au nom de la société en formation à la BANQUE LAYDERNIER, Agence de THONON LES BAINS (74200) ainsi qu'il résulte d'un certificat délivré par ladite banque le 18 Août 2005.

2°) Aux termes d'une décision en date du 14 Novembre 2005, l'associé unique a constaté la libération intégrale des 500 parts de numéraire composant le capital social.

3°) Aux termes de décisions en date du 18 Novembre 2005, l'associé unique a :

- approuvé un traité d'apport en date du 8 Novembre 2005 aux termes duquel Madame Souad KEDDARI a apporté à la société la pleine propriété de 524 actions et Monsieur Walid KEDDARI la pleine propriété de 4 160 actions représentant pour chacun partie de la participation qu'ils détiennent en pleine propriété au sein du capital de la société VENTIMECA CHABLAIS, société par actions simplifiée au capital de 150 000 Euros, dont le siège social est à SCIEZ (74140) Chemin de l'Aulieu – BONNATRAIT, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés sous le n° 315 144 535 RCS THONON (79 B 56), lesdits apports évalués globalement à la somme de 515 240 Euros.
- augmenté le capital de la société d'une somme de 515 240 Euros pour le porter de 8 000 à 523 240 Euros, par la création de 32 202 parts sociales nouvelles de 16 € nominal chacune, attribuées à hauteur de 3 602 à Madame Souad KEDDARI et à hauteur de 28 600 parts à Monsieur Walid KEDDARI, apporteurs, en rémunération de leurs apports.

4°) Aux termes d'un acte de donation partage établi par Maître BIRRAUX, notaire à DOUVAIN (74) en date du 9 décembre 2005, Monsieur Ouaid KEDDARI et Madame Souad KEDDARI ont fait donation à Monsieur Yliès KEDDARI de la pleine propriété de la totalité des parts sociales qu'ils possédaient dans le capital de la société.

Article 7 - CAPITAL SOCIAL

Le capital social est fixé à la somme de CINQ CENT VINGT TROIS MILLE DEUX CENT QUARANTE EUROS (523 240 €) divisé en TRENTE DEUX MILLE SEPT CENT DEUX (32 702) parts sociales de SEIZE EUROS (16 €) chacune, entièrement souscrites et intégralement libérées, numérotées de 1 à 32 702, et attribuées en totalité à Monsieur Yliès KEDDARI.

Article 8 - AUGMENTATION ET REDUCTION DE CAPITAL

1 - Le capital social peut être augmenté ou réduit de toutes les manières autorisées par la loi, en vertu d'une décision de l'associé unique ou d'une décision collective extraordinaire des associés, suivant le cas.

En cas d'augmentation de capital réalisée par voie d'élévation du montant nominal des parts existantes, à libérer en numéraire, la décision doit être prise par l'unanimité des associés.

Toute personne entrant dans la société à l'occasion d'une augmentation du capital et qui serait soumise à agrément comme cessionnaire de parts sociales en vertu de l'article 10, doit être agréée dans les conditions fixées audit article.

Si l'augmentation de capital est réalisée, soit en totalité soit en partie, par des apports en nature, la décision des associés constatant la réalisation de l'augmentation du capital et la modification corrélative des statuts doit contenir l'évaluation de chaque apport en nature au vu d'un rapport annexé à ladite décision et établi sous sa responsabilité par un Commissaire aux Apports désigné par ordonnance du Président du Tribunal de Commerce statuant sur requête de la Gérance.

2 - Le capital peut également être réduit en vertu d'une décision de l'associé unique, ou d'une décision collective des associés statuant dans les conditions exigées pour la modification des statuts, pour quelque cause et de quelque manière que ce soit, mais en aucun cas cette réduction ne peut porter atteinte à l'égalité des associés.

La réduction du capital social à un montant inférieur au minimum prévu par la Loi ne peut être décidée que sous la condition suspensive d'une augmentation de capital destinée à porter celui-ci au moins à ce minimum légal, à moins que la société ne se transforme en société d'une autre forme.

Article 9 - PARTS SOCIALES

1. Représentation des parts sociales

Les parts sociales ne peuvent jamais être représentées par des titres négociables.

Le titre de l'associé unique ou de chacun des associés, suivant le cas, résulte seulement des présents statuts, des actes ultérieurs qui pourraient modifier le capital social et des cessions et attributions qui seraient régulièrement consenties.

2. Droits et obligations attachées aux parts sociales

Chaque part sociale confère à son propriétaire un droit égal dans les bénéfices de la société et dans tout l'actif social.

L'associé unique exerce tous les pouvoirs qui sont dévolus par la loi et les statuts à la collectivité des associés ; en cas de pluralité d'associés, toute part sociale donne droit à une voix dans tous les votes et délibérations.

Sous réserve, dans les cas prévus par la loi, de sa responsabilité solidaire vis-à-vis des tiers pendant cinq ans en ce qui concerne la valeur attribuée aux apports en nature, l'associé unique ou chacun des associés ne supporte les pertes que jusqu'à concurrence de ses apports ; au-delà, tout appel de fonds est interdit.

La propriété d'une part emporte de plein droit adhésion aux présents statuts et aux décisions de l'associé unique ou de la collectivité des associés.

Les héritiers, créanciers, de l'associé unique ou de l'un des associés ne peuvent, sous quelque prétexte que ce soit, requérir l'apposition des scellés sur les biens et documents de la société, ni s'immiscer en aucune manière dans les actes de son administration. Ils doivent, pour l'exercice de leurs droits, s'en rapporter aux inventaires sociaux et aux décisions de l'associé unique ou de la collectivité des associés, suivant le cas.

EN CAS DE PLURALITE DES ASSOCIES :

- toute augmentation de capital par attribution des parts gratuites peut toujours être réalisée nonobstant l'existence de rompus, les associés disposant d'un nombre insuffisant de droits d'attribution pour obtenir la délivrance d'une part nouvelle devant faire leur affaire personnelle de toute acquisition ou cession de droits nécessaires. Il en sera de même en cas de réduction de capital par réduction du nombre de parts.

- une décision collective extraordinaire peut encore imposer le regroupement des parts sociales en parts d'un nominal plus élevé ou leur division en parts d'un nominal plus faible, sous réserve du respect de la valeur nominale minimum fixée par la loi. Les associés sont tenus dans ce cas d'acheter les parts nécessaires à l'attribution d'un nombre entier de parts au nouveau nominal ou de céder les parts excédentaires.

3. Indivisibilité des parts sociales - Exercice des droits attachés aux parts

Chaque part est indivisible à l'égard de la société.

Les copropriétaires indivis de parts sociales sont tenus de se faire représenter auprès de la société par un mandataire commun choisi parmi eux ou en dehors d'eux ; à défaut d'entente, il sera pourvu, par ordonnance du Président du Tribunal de Commerce statuant en référé, à la désignation de ce mandataire, à la demande de l'indivisaire le plus diligent.

En cas de démembrement de la propriété, le nu-propriétaire et l'usufruitier ont le droit de participer aux décisions collectives.

A cette fin, ils sont convoqués et participent aux assemblées dans les mêmes conditions que les associés en toute propriété. Ils exercent dans les mêmes conditions leur droit de communication et reçoivent les mêmes informations, notamment en cas de consultation écrite ou lorsque la décision des associés résulte de leur consentement exprimé dans un acte.

Ils prennent part, s'ils le souhaitent, aux discussions qui précèdent le vote et leurs avis sont, le cas échéant, comme celui des autres associés, mentionnés au procès-verbal.

Le droit de vote appartient à l'usufruitier sauf pour les décisions suivantes où il est réservé au nu-propriétaire :

- dissolution anticipée de la société,
- prorogation de la société,
- changement de forme de la société,
- changement de nationalité,
- changement ou extension de son objet social,
- exclusion d'un associé,
- augmentation de capital même par incorporation de résultats ou de réserves,
- réduction de capital,
- augmentation des engagements des associés.

4 - Réunion de toutes les parts en une seule main après répartition entre plusieurs associés.

Les dispositions de l'article 1844-5 du Code Civil ne sont pas applicables si, après avoir été réparties entre plusieurs associés, les parts sociales se trouvent réunies en une seule main.

Article 10 - CESSION ET TRANSMISSION DES PARTS SOCIALES

I - Toute cession de parts doit être constatée par un acte authentique ou sous seing privé. Pour être opposable à la société, elle doit lui être signifiée par dépôt au siège social d'un original de l'acte contre remise par le gérant d'une attestation de ce dépôt, ou être acceptée par elle dans un acte notarié. Pour être opposable aux tiers, elle doit faire en outre l'objet d'un dépôt en annexe au Registre du Commerce et des Sociétés.

II - Les cessions ou transmissions, sous quelque forme que ce soit, des parts détenues par l'associé unique sont libres.

III - En cas de pluralité d'associés, les parts sont librement cessibles entre associés et entre conjoint, ascendants et descendants, même si le conjoint, ascendant ou descendant cessionnaire n'est pas associé.

IV - Elles ne peuvent être cédées à titre onéreux ou gratuit à des tiers non associés autres que le conjoint, les ascendants et descendants du cédant qu'avec le consentement de la majorité des associés.

Le projet de cession doit être notifié à la société et à chacun des associés par acte extrajudiciaire ou par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

Si la société n'a pas fait connaître sa décision dans le délai de trois mois à compter de la dernière des notifications, le consentement est réputé acquis.

Si la société refuse de consentir à la cession, les associés sont tenus, dans les trois mois de la notification du refus, faite par lettre recommandée avec avis de réception, d'acquiescer ou de faire acquiescer les parts moyennant un prix fixé d'accord entre les parties, ou, à défaut d'accord, dans les conditions prévues à l'article 1843-4 du Code Civil.

La société peut également, avec le consentement du cédant, décider de réduire son capital du montant de la valeur nominale des parts et de racheter ces parts au prix déterminé dans les conditions prévues ci-dessus.

Si à l'expiration du délai imparti, la société n'a pas racheté ou fait racheter les parts, l'associé peut réaliser la cession initialement projetée.

Les dispositions qui précèdent sont applicables à tous les cas de cessions, alors même qu'elles auraient lieu par adjudication publique, en vertu d'une décision de justice ou autrement; ou par voie de fusion ou d'apport ou encore à titre d'attribution en nature à la liquidation d'une autre société.

V - Si la société a donné son consentement à un projet de nantissement de parts sociales, soit par notification de sa décision à un intéressé, soit par défaut de réponse dans le délai de trois mois à compter de la demande, ce consentement emportera agrément de cessionnaire en cas de réalisation forcée des parts sociales nanties selon les dispositions de l'article 2078, alinéa 1er du Code Civil, à moins que la société ne préfère, après la cession, racheter sans délai les parts en vue de réduire son capital.

, En cas de nantissement de ses parts par l'associé unique, l'acte de nantissement emportera agrément du cessionnaire en cas de réalisation forcée dans les conditions ci-dessus précisées.

VI - En cas de décès de l'associé unique, la société continue entre ses ayants droit et héritiers et éventuellement son conjoint survivant ; en cas de dissolution de communauté pouvant exister entre lui et son conjoint, la société continue de plein droit d'exister avec, pour associé unique, l'époux attributaire de la totalité des parts sociales ou, en cas de partage des parts, entre les deux époux.

VII - Lorsque la société comporte plusieurs associés, celle-ci, en cas de décès de l'un d'eux ou de dissolution de communauté entre époux, continue entre les associés survivants et les ayants droit ou héritiers de l'associé décédé et éventuellement son conjoint survivant, ou avec l'époux attributaire de parts communes qui ne possédait pas la qualité d'associé, sans qu'il y ait lieu à agrément des intéressés par les associés survivants.

En cas de décès, lesdits héritiers, ayants droit et conjoint doivent justifier de leur qualité dans les trois mois du décès par la production de l'expédition d'un acte de notoriété ou de l'extrait d'un intitulé d'inventaire.

En cas de dissolution de communauté, le partage est notifié par l'époux le plus diligent par acte extrajudiciaire ou par lettre recommandée avec avis de réception à la société.

Article 11 - DECES - INCAPACITE - FAILLITE D'UN ASSOCIE

Le décès, l'incapacité, la faillite ou la déconfiture de l'associé unique ou de l'un quelconque des associés, personne physique, ainsi que le redressement ou la liquidation judiciaire de l'associé unique ou d'un associé, personne morale, n'entraîne pas la dissolution de la société, mais si l'un de ces événements se produit en la personne d'un gérant, il entraînera cessation de ses fonctions de gérant.

TITRE III

ADMINISTRATION - CONTROLE

Article 12 - GERANCE

1 - La société est gérée et administrée par un ou plusieurs gérants, personnes physiques, associés ou non, avec ou sans limitation de la durée de leur mandat, choisis par l'associé unique ou les associés, suivant le cas.

Le premier gérant de la société est :

Monsieur Ylies KEDDARI
Demeurant : 112 chemin de la Citadelle
74140 SCIEZ

à ce présent et intervenant, qui déclare accepter cette fonction.

Il est nommé pour une durée non limitée. Le ou les gérants sont toujours rééligibles.

Les gérants sont nommés par décision de l'associé unique ou par décision collective des associés représentant plus de la moitié des parts sociales, suivant le cas.

Chacun d'eux a la signature sociale dont il ne peut faire usage que pour les affaires de la société.

2 - Dans les rapports avec les tiers, les gérants sont investis des pouvoirs les plus étendus pour agir au nom de la société en toutes circonstances, sous réserve des pouvoirs que la loi attribue expressément à l'associé unique ou aux associés, suivant le cas.

La société est engagée même par les actes des gérants qui ne relèvent pas de l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que le tiers savait que l'acte dépassait cet objet ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances, la seule publication des statuts ne suffisant pas à constituer cette preuve.

L'opposition formée par un gérant aux actes d'un autre gérant est sans effet à l'égard des tiers, à moins qu'il ne soit établi qu'ils en ont eu connaissance.

Il est expressément stipulé que tous emprunts, tous découverts en banque, tous achats, ventes, échanges d'immeubles ou de fonds de commerce, toutes constitutions sur les immeubles sociaux ou de nantissement sur les fonds de commerce appartenant à la société, la fondation de toutes sociétés et tous apports à des sociétés constituées ou à constituer, ainsi que toute prise d'intérêt dans ces sociétés, ne pourront être réalisés qu'avec l'autorisation de l'associé unique ou de l'assemblée générale ordinaire des associés, suivant le cas. Cette limitation de pouvoirs n'est pas opposable aux tiers.

Les gérants peuvent, sous leur responsabilité, constituer des mandataires, associés ou non, pour un ou plusieurs objets déterminés.

Ils peuvent déléguer les pouvoirs qu'ils jugent convenables à un ou plusieurs directeurs, associés ou non, pour assurer la direction technique et commerciale des affaires de la société et passer avec ce ou ces directeurs des traités déterminant l'étendue de leurs attributions et pouvoirs, la durée de leurs fonctions et l'importance de leurs avantages fixes ou proportionnels.

Les gérants doivent consacrer le temps et les soins nécessaires à la marche des affaires sociales sans être astreints à y consacrer tout leur temps.

3 - Tout gérant, associé ou non, nommé dans les statuts ou par un acte postérieur, est révocable par décision de l'associé unique ou décision ordinaire de la collectivité des associés prise à la majorité des parts sociales, suivant le cas.

En cas de cessation de ses fonctions par l'un des gérants pour un motif quelconque, la gérance reste assurée par le ou les autres gérants. Si le gérant qui cesse ses fonctions était seul, l'associé unique ou la collectivité des associés, suivant le cas, aura à nommer un ou plusieurs autres gérants, à la diligence de l'un des associés et aux conditions de majorité prévues à l'article 15 ci-après.

En rémunération de ses fonctions et en compensation de la responsabilité attachée à la gestion, chaque gérant a droit à un traitement fixe, proportionnel ou mixte dont le montant et les modalités de paiement sont déterminés par décision de l'associé unique ou décision collective ordinaire des associés, suivant le cas.

Article 13 - COMMISSAIRES AUX COMPTES

La nomination d'un commissaire aux comptes titulaire et d'un commissaire aux comptes suppléant est obligatoire dans les cas prévus par la loi et les règlements, elle est facultative dans les autres cas, mais elle peut toujours être demandée en justice par un ou plusieurs associés possédant la quotité de capital requise.

Les pouvoirs, les fonctions, les obligations, la responsabilité, la révocation et la rémunération des commissaires aux comptes sont définis par la loi.

TITRE IV

DECISIONS DES ASSOCIES

Article 14 - DECISIONS COLLECTIVES - FORMES ET MODALITES

1 - Lorsque la société ne compte qu'une seule personne, l'associé unique exerce les pouvoirs dévolus par la loi à la collectivité des associés. L'associé unique ne peut déléguer ses pouvoirs. Sa volonté s'exprime par des décisions, lesquelles sont constatées par des procès-verbaux établis chronologiquement sur un registre coté et paraphé dans les mêmes conditions que les procès-verbaux d'assemblées, et signés par lui.

2 - En cas de pluralité d'associés, les décisions résultent, au choix de la gérance, soit d'une assemblée générale soit d'une consultation par correspondance ; toutefois la réunion d'une assemblée est obligatoire pour statuer sur l'approbation des comptes annuels. Ces décisions obligent tous les associés, même absents, dissidents ou incapables.

A) ASSEMBLEE GENERALE :

Toute assemblée générale est convoquée par la gérance ou à défaut par le commissaire aux comptes, s'il en existe un, ou encore à défaut par un mandataire désigné en justice à la demande de tout associé.

Un ou plusieurs associés, représentant au moins le quart en nombre et en capital ou la moitié en capital, peuvent demander la réunion d'une assemblée.

Pendant la période de liquidation, les assemblées sont convoquées par le ou les liquidateurs.

Les assemblées générales sont réunies au siège social ou en tout autre lieu indiqué dans la convocation. La convocation est faite par lettre recommandée adressée à chacun des associés, à son dernier domicile connu, quinze jours au moins avant la réunion.

Cette lettre contient l'ordre du jour de l'assemblée arrêté par l'auteur de la convocation.

L'assemblée est présidée par l'un des gérants, ou, si aucun d'eux n'est associé, par l'associé présent et acceptant qui possède ou représente le plus grand nombre de parts.

La délibération est constatée par un procès-verbal contenant les mentions exigées par la loi, établi et signé par le ou les gérants et, le cas échéant, par le président de séance.

A défaut de feuille de présence, la signature de tous les associés présents figure sur le procès-verbal.

Seules sont mises en délibération les questions figurant à l'ordre du jour.

B) CONSULTATION ECRITE :

En cas de consultation écrite, la gérance adresse à chaque associé, à son dernier domicile connu, par lettre recommandée, le texte des résolutions proposées ainsi que les documents nécessaires à l'information des associés.

Les associés disposent d'un délai de quinze jours à compter de la date de réception du projet de résolution pour émettre leur vote par écrit, le vote étant, pour chaque résolution, formulé par les mots "oui" ou "non".

La réponse est adressée par lettre recommandée. Tout associé n'ayant pas répondu dans le délai ci-dessus est considéré comme s'étant abstenu.

Tout associé a droit de participer aux décisions, quelle que soit leur nature, quel que soit le nombre de ses parts, avec un nombre de voix égal au nombre de parts sociales qu'il possède, sans limitation.

Chaque associé participe personnellement au vote. Toutefois, il peut se faire représenter par un autre associé ou par son conjoint lorsque le nombre des associés est supérieur à deux, dans le cas contraire chaque associé pourra être représenté par un mandataire de son choix.

Les procès-verbaux sont établis sur un registre coté et paraphé ou sur des feuilles mobiles également cotées et paraphées, conformément à la loi.

Les copies ou extraits de ces procès-verbaux sont valablement certifiés conformes par un gérant.

Article 15 - DECISIONS COLLECTIVES ORDINAIRES

Sont qualifiées d'ordinaires, les décisions des associés ne concernant ni l'agrément de nouveaux associés, ni des modifications statutaires, sous réserve des exceptions prévues par la loi, notamment la révocation du gérant statutaire.

Chaque année, dans les six mois de la clôture de l'exercice, les associés sont réunis par la gérance pour statuer sur les comptes dudit exercice et l'affectation des résultats.

Les décisions collectives ordinaires doivent, pour être valables, être prises par un ou plusieurs associés représentant plus de la moitié des parts sociales.

Si cette majorité n'est pas obtenue, les décisions sont, sur deuxième consultation, prises à la majorité des votes émis, quel que soit le nombre des votants.

Toutefois, la majorité absolue des parts sociales est irréductible s'il s'agit de voter sur la nomination ou la révocation d'un gérant.

Article 16 - DECISIONS COLLECTIVES EXTRAORDINAIRES

Sont qualifiées d'extraordinaires les décisions des associés portant agrément de nouveaux associés ou modifications des statuts, sous réserve des exceptions prévues par la loi.

Toutefois, en ce qui concerne l'omission dans les statuts du nom du ou des premiers gérants, tous pouvoirs sont donnés à la gérance pour procéder à la modification statutaire correspondante.

Les associés peuvent, par décision collective extraordinaire apporter aux statuts toutes modifications permises par la loi.

Les décisions extraordinaires ne peuvent être valablement prises que si elles sont adoptées :

- à l'unanimité, s'il s'agit de changer la nationalité de la société, d'augmenter les engagements d'un associé ou de transformer la société en société en nom collectif, en commandite simple, en commandite par actions, ou en société civile, ou de réduire l'évaluation des biens visée à l'article 72-1 de la loi.
- à la majorité en nombre des associés, représentant au moins les trois quarts des parts sociales, s'il s'agit d'admettre de nouveaux associés.
- par des associés représentant la majorité des parts sociales en cas de transformation en société anonyme si les capitaux propres figurant au dernier bilan excèdent cinq millions de francs.
- par des associés représentant au moins la moitié des parts sociales, en cas d'augmentation du capital social par incorporation de bénéfices ou de réserves.
- par des associés représentant au moins les trois quarts des parts sociales pour toutes les autres décisions extraordinaires.

Article 17 - DROIT DE COMMUNICATION ET D'INTERVENTION DES ASSOCIES

I - L'associé unique ou chacun des associés peut, à toute époque, prendre par lui-même, au siège social, connaissance des documents prévus par la loi concernant les trois derniers exercices. A cette fin, il a la faculté de se faire assister d'un expert inscrit sur une des listes établies par les cours et les tribunaux.

Il a le droit, à toute époque, d'obtenir au siège social, délivrance d'une copie certifiée conforme des statuts en vigueur au jour de la demande, dans les conditions prévues par la loi.

II - Si la société comporte plus d'une personne, chaque associé a le droit, lors de toute consultation, soit par écrit, soit en assemblée générale, d'obtenir communication des documents et informations nécessaires pour lui permettre de se prononcer en connaissance de cause et de porter un jugement sur la gestion de la société.

La nature de ces documents et les conditions de leur envoi ou mise à disposition sont déterminées par la loi.

Article 18 - CONVENTIONS ENTRE LA SOCIETE ET SES ASSOCIES OU GERANTS

Sous réserve des interdictions légales, les conventions entre la société et l'un de ses gérants ou associés, autres que les conventions portant sur les opérations courantes et conclues à des conditions normales, sont soumises aux formalités de contrôle et de présentation à l'assemblée des associés prescrites par la loi.

Ces formalités s'étendent aux conventions passées par une société dont un associé indéfiniment responsable, gérant, administrateur, directeur général, membre du directoire, ou du conseil de surveillance est simultanément gérant ou associé de la responsabilité limitée.

Les associés peuvent notamment, du consentement de la gérance et aux conditions fixées par celle-ci, laisser ou verser en compte courant leurs fonds disponibles dans la caisse locale. Aucun associé ne peut effectuer de retrait sur les sommes ainsi déposées, sans avoir averti le gérant au moins un mois à l'avance.

Si la société ne comporte qu'une seule personne, la procédure de contrôle et d'approbation n'est pas applicable aux conventions passées entre la société et l'associé unique, même gérant, sous réserve de l'établissement d'un rapport par le commissaire aux comptes, s'il en existe un, ou, à défaut, par le gérant.

TITRE V

ANNEE SOCIALE - AFFECTATION DES RESULTATS REPARTITION DES BENEFICES

Article 19 - ANNEE SOCIALE - INVENTAIRE

I - L'année sociale commence le Premier Janvier et se termine le Trente et un Décembre de l'année suivante.

Par exception, le premier exercice prendra fin le 31 Décembre 2005.

II - Il est dressé à la clôture de chaque exercice, par les soins de la gérance, un inventaire de l'actif et du passif de la société, un bilan décrivant les éléments actifs et passifs, le compte de résultat récapitulant les produits et charges et l'annexe complétant et commentant l'information donnée dans les bilan et compte de résultat.

La gérance procède, même en cas d'absence ou d'insuffisance de bénéfice, aux amortissements et provisions nécessaires.

Le montant des engagements cautionnés, avalisés ou garantis par la société est mentionné à la suite du bilan.

La gérance établit un rapport de gestion écrit sur la situation de la société pendant l'exercice écoulé, son évolution prévisible, les événements importants survenus entre la date de clôture de l'exercice et la date à laquelle ce rapport est établi, ses activités en matière de recherche et de développement.

III - Si la société ne comporte qu'une seule personne, l'associé unique approuve les comptes et l'affectation du résultat dans le délai de six mois de la clôture de l'exercice.

S'il n'est pas gérant, le rapport de gestion de la gérance, le bilan, le compte de résultat, l'annexe, le texte des résolutions proposées, et éventuellement le rapport du commissaire aux comptes, lui sont adressés par la gérance avant l'expiration du cinquième mois suivant celui de la clôture de l'exercice social.

A compter de cette communication et jusqu'à la date de l'approbation des comptes annuels, l'associé à la faculté de poser par écrit des questions auxquelles la gérance sera tenue de répondre, par écrit également, dans les dix jours suivant la réception de celle-ci. L'associé unique non gérant, peut, en outre, de sa propre initiative et pendant le même délai, convoquer au siège social le gérant et, le cas échéant le commissaire aux comptes, pour entendre leurs explications sur les comptes de l'exercice écoulé.

L'inventaire est tenu, au siège social, à la disposition de l'associé unique non gérant qui peut en prendre copie, à partir de la date d'envoi des comptes annuels.

IV - En cas de pluralité d'associés, ceux-ci sont réunis en assemblée générale dans les six mois de la clôture de l'exercice, à l'effet de statuer sur l'approbation des comptes et l'affectation du résultat.

Le rapport de gestion de la gérance, le bilan, le compte de résultat, l'annexe, le texte des résolutions proposées et, le cas échéant, le rapport du commissaire aux comptes, sont communiqués aux associés dans les conditions et délais prévus par les dispositions réglementaires.

A compter de cette communication, tout associé a la faculté de poser par écrit des questions auxquelles le gérant sera tenu de répondre au cours de l'assemblée.

Pendant le délai de quinze jours qui précède l'assemblée, l'inventaire est tenu, au siège social, à la disposition des associés qui ne peuvent en prendre copie.

Enfin, tout associé a droit, à toute époque, de prendre connaissance par lui-même et au siège social des comptes annuels, des inventaires, des rapports soumis aux assemblées et des procès-verbaux des assemblées concernant les trois derniers exercices.

Article 20 - AFFECTATION ET REPARTITION DES BENEFICES

Le compte de résultat qui récapitule les produits et charges de l'exercice fait apparaître, par différence, après déduction des amortissements et provisions, le résultat de l'exercice.

Sur le bénéfice diminué le cas échéant des pertes antérieures, il est prélevé 5 % pour constituer le fonds de réserve légale ; ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque ledit fonds atteint le dixième du capital social ; il reprend son cours lorsque, pour une raison quelconque, la réserve est descendue au-dessous de ce dixième.

Le bénéfice distribuable est constitué par le bénéfice de l'exercice, diminué des pertes antérieures et des sommes portées en réserve en application de la loi ou des statuts, et augmenté du report bénéficiaire.

Ce bénéfice est, suivant le cas, attribué à l'associé unique ou réparti entre tous les associés proportionnellement au nombre de parts appartenant à chacun d'eux.

L'assemblée générale peut décider la mise en distribution de sommes prélevées sur les réserves dont elle a la disposition, en indiquant expressément les postes de réserve sur lesquels les prélèvements sont effectués. Toutefois, les dividendes sont prélevés par priorité sur les bénéfices de l'exercice.

Hors le cas de réduction du capital, aucune distribution ne peut être faite aux associés lorsque les capitaux propres sont ou deviendraient, à la suite de celle-ci, inférieurs au montant du capital augmenté des réserves que la ou les statuts ne permettent pas de distribuer.

L'écart de réévaluation n'est pas distribuable ; il peut être incorporé en tout ou en partie au capital.

Toutefois, après prélèvement des sommes portées en réserve, en application de la loi, l'associé unique ou la collectivité des associés peut porter à nouveau tout ou partie de la part lui revenant dans le bénéfice, ou d'affecter tout ou partie de cette part à toutes réserves générales ou spéciales dont il ou elle décide la création et détermine l'emploi s'il y a lieu.

Les pertes, s'il en existe, sont imputées sur les bénéfices reportés des exercices antérieurs ou reportées à nouveau.

Article 21 - DIVIDENDES - PAIEMENTS

Le paiement des dividendes doit avoir lieu dans le délai maximum de neuf mois après la clôture de l'exercice, sauf prolongation par décision de justice.

TITRE VI

PROROGATION - TRANSFORMATION - DISSOLUTION - LIQUIDATION

Article 22 - CAPITAUX PROPRES INFÉRIEURS À LA MOITIÉ DU CAPITAL SOCIAL

Si, du fait de pertes constatées dans les documents comptables, les capitaux propres de la société deviennent inférieurs à la moitié du capital social, l'associé unique ou la collectivité des associés statuant à la majorité exigée pour la modification des statuts, suivant le cas, décide, dans les quatre mois qui suivent l'approbation des comptes ayant fait apparaître cette perte, consulter les associés afin de décider, s'il y a lieu à dissolution anticipée de la société.

Si la dissolution n'est pas prononcée, le capital doit être, dans le délai fixé par la loi, et sous réserve des dispositions de l'article 8 II ci-dessus, réduit d'un montant égal au montant des pertes qui n'ont pu être imputées sur les réserves si, dans ce délai, les capitaux propres n'ont pas été reconstitués à concurrence d'une valeur au moins égale à la moitié du capital social.

Dans les deux cas, la décision de l'associé unique ou de l'assemblée générale est publiée dans les conditions réglementaires.

En cas d'inobservation des prescriptions du premier ou du second alinéa qui précède, tout intéressé peut demander en justice la dissolution de la société. Il en est de même si les associés n'ont pu délibérer valablement.

Toutefois, le tribunal ne peut prononcer la dissolution si, au jour où il statue sur le fond, la régularisation a eu lieu.

Article 23 - DISSOLUTION - LIQUIDATION

A l'expiration de la société ou en cas de dissolution, pour quelque cause que ce soit, la société entre en liquidation.

Toutefois, cette dissolution ne produit ses effets à l'égard des tiers qu'à compter du jour où elle a été publiée au Registre du Commerce et des Sociétés.

La personnalité de la société subsiste pour les besoins de la liquidation et jusqu'à la clôture de celle-ci. La mention "Société en liquidation" ainsi que le nom du ou des liquidateurs doivent figurer sur tous les actes et documents émanant de la société.

La liquidation est faite par un ou plusieurs liquidateurs nommés à la majorité en capital des associés, choisi parmi les associés ou en dehors d'eux.

La liquidation est effectuée conformément à la loi.

Le produit net de la liquidation est employé d'abord à rembourser le montant des parts sociales qui n'aurait pas encore été remboursé. Le surplus est réparti entre les associés au prorata du nombre des parts appartenant à chacun d'eux.

Article 24 - TRANSFORMATION

La société ne peut se transformer en société d'une autre forme que si elle comporte au moins le nombre minimum d'associés requis pour la société dont elle veut adopter la forme.

La transformation de la présente société en société civile, en société en nom collectif, en commandite simple ou en commandite par actions exige l'accord unanime des associés.

La transformation en société anonyme ne peut être décidée à la majorité requise pour la modification des statuts que si la société a établi et fait approuver par les associés le bilan de ces deux premiers exercices.

Toutefois, et sous ces mêmes réserves, elle peut être décidée par les associés représentant la majorité des parts sociales, si les capitaux propres figurant au dernier bilan excèdent sept cent cinquante mille euros.

Toute décision de transformation doit être précédée du rapport d'un commissaire aux comptes inscrit, sur la situation de la société, même si la société n'a pas habituellement de commissaire aux comptes.

En cas de transformation de la société en société anonyme, un ou plusieurs commissaires à la transformation, chargés d'apprécier sous leur responsabilité la valeur des biens composant l'actif social et les avantages particuliers, sont désignés par décision de justice à la demande des dirigeants sociaux ou de l'un d'eux. Ils peuvent être chargés de l'établissement du rapport sur la situation de la société mentionné à l'alinéa précédent ; dans ce cas, il n'est rédigé qu'un seul rapport.

Ces commissaires sont soumis aux incompatibilités prévues au Code du Commerce. Toutefois, une décision unanime des associés peut désigner comme commissaire à la transformation le commissaire aux comptes de la société.

Leur rapport attestant que le montant des capitaux propres est au moins égal au capital social est tenu, au siège social, à la disposition des associés huit jours au moins avant la date de l'assemblée. En cas de consultation écrite, le texte du rapport doit être adressé à chacun des associés et joint au texte des résolutions proposées.

Les associés statuent sur l'évaluation des biens et l'octroi des avantages particuliers ; ils ne peuvent les réduire qu'à l'unanimité. A peine de nullité de la transformation, l'approbation expresse des associés doit être mentionnée au procès-verbal.

La société doit se transformer en société d'une autre forme dans le délai de deux ans, si elle vient à comprendre plus de 50 associés. A défaut, elle est dissoute, à moins que pendant ledit délai le nombre d'associés ne soit devenu égal ou inférieur à 50.

Article 25 - CONTESTATIONS

Tous litiges sur l'application des présentes, soit entre l'associé unique ou les associés, la gérance et la société, soit entre les associés eux-mêmes, seront réglés par voie d'arbitrage.

A cet effet, chaque partie en litige désignera un arbitre.

Si l'une des parties négligeait de faire cette désignation quinze jours après mise en demeure, il y serait procédé sur requête présentée par l'une des autres parties à Monsieur le Tribunal de Commerce du lieu du siège social.

Les arbitres ainsi désignés en éliront un autre au cas où ils ne parviendraient pas à se mettre d'accord sur une sentence commune. Tous les arbitres ainsi désignés formeront un tribunal arbitral délibérant en commun et à la majorité.

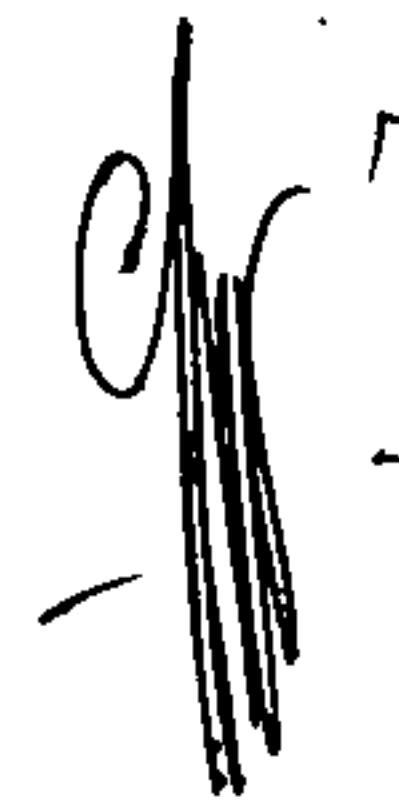
Au cas où les premiers arbitres ne s'entendraient pas sur cette désignation, ils devront présenter requête à cette fin à Monsieur le Président du Tribunal de Commerce du lieu du siège social. Les arbitres statueront tant en droit qu'en équité. Leur décision rendue en dernier ressort ne sera susceptible d'aucune voie de recours.

Ils auront le pouvoir d'amiables compositeurs. Ils fixeront le montant de leurs honoraires.

La sentence arbitrale sera exécutée suivant les formes prévues par le Code de Procédure Civile.

STATUTS MIS A JOUR

CERTIFIE CONFORME LE GERANT

A handwritten signature in black ink, consisting of a large, stylized 'G' followed by several vertical strokes, likely representing the initials of the manager.